

F. 85 — 358

**5 FEVRIER 1985. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française
portant délégations de compétences aux fonctionnaires généraux du Commissariat général aux Relations internationales**

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment en ses articles 4, 5, 13 et 87;

Vu la loi du 14 juillet 1976 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Vu le décret du 1er juillet 1982 créant un Commissariat général aux Relations internationales;

Vu l'arrêté royal du 22 avril 1977 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 26 janvier 1982 portant règlement de son fonctionnement;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 décembre 1982 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel du Commissariat général aux Relations internationales,

Arrêtons :

I. Marchés

Article 1er. Dans les limites des crédits disponibles, sans préjudice des limitations imposées par la loi du 14 juillet 1976 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et notamment les articles 5 et 6, ainsi que de l'arrêté royal du 22 avril 1977 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, sont habilités à approuver le cahier spécial des charges ou les documents en tenant lieu, à choisir le mode de passation de marché, à engager la procédure et à conclure le marché d'entreprise de travaux, de fournitures et de services pour des marchés inférieurs à :

— 800 000 francs pour les marchés passés suivant la procédure d'adjudication publique ou d'appel d'offres général;

— 400 000 francs pour les marchés passés suivant la procédure d'adjudication restreinte ou d'appel d'offres restreint;

— 200 000 francs pour les marchés de gré à gré ;
les fonctionnaires titulaires d'un grade de rang 15 en cas d'empêchement du commissaire général.

Art. 2. Les dispositions de l'article 1er sont applicables au Commissaire général. Toutefois, les montants de 800 000 francs, 400 000 francs et 200 000 francs sont portés respectivement à 2 000 000 de francs, 1 000 000 de francs et 500 000 francs.

Art. 3. Les délégations précitées ne sont valables que pour autant que l'objet de la dépense ait été autorisé par l'Exécutif ou celui de ses membres compétent, soit par l'approbation d'un programme où cet objet est compris, soit par une décision particulière concernant cet objet, notamment si le programme n'est pas encore approuvé, ou que la dépense ait fait l'objet d'une inscription nominative au budget. Une fois le budget du Commissariat général aux Relations internationales approuvé, cette autorisation n'est pas requise lorsque l'estimation des dépenses ne dépasse pas 200 000 francs et lorsqu'il s'agit d'une dépense pour les besoins habituels des services (dépenses courantes de fonctionnement, de consommation et d'équipement).

Ce montant est porté à 500 000 francs pour le commissaire général.

Art. 4. Sont exclus du présent arrêté, les marchés en matière d'informatique relatifs aux matériels, aux logiciels et aux services.

Art. 5. Dans les limites prévues aux articles 1er et 3, les fonctionnaires habilités peuvent déroger, dans le cahier spécial des charges ou les documents en tenant lieu, au cahier général des charges, et prévoir l'octroi d'avances, sans préjudice pour les finances du Commissariat général aux Relations internationales.

Art. 6. La compétence d'approbation de l'exécution du marché est accordée à l'autorité déléguée qui a attribué le marché.

Art. 7. Après l'attribution des marchés conclus dans les limites prévues à l'article 2, le commissaire général peut :

1) déroger, à condition d'en exposer les motifs, aux dispositions et aux conditions essentielles constituant le cahier général des charges.

Cette dérogation ne peut toutefois pas dépasser 10 p.c. du montant initial du marché;

2) remettre des amendes à concurrence d'un montant qui ne peut dépasser 10 p.c. du montant initial du marché.

Art. 8. Les limites financières des délégations prévues dans le présent arrêté s'entendent taxe sur la valeur ajoutée non comprise.

II. Subventions

Art. 9. En ce qui concerne les subventions réglementaires pour lesquelles les critères d'octroi sont fixés par un décret ou un arrêté, les fonctionnaires mentionnés ci-après sont autorisés à accorder des subventions en tenant compte de toutes les réglementations en vigueur : jusque 250 000 francs, le commissaire général ou, s'il est absent plus de 15 jours consécutifs, un fonctionnaire de rang 15.

III. Intervention dans les frais de missions et d'activités.

Art. 10. Sans préjudice des dispositions de l'arrêté royal du 5 octobre 1961 réglementant le contrôle administratif et budgétaire, tel qu'il a été modifié, le commissaire général ou, s'il est absent plus de 15 jours consécutifs, un fonctionnaire de rang 15, est autorisé à octroyer des subventions facultatives inférieures à 50 000 francs pour des activités en Belgique.

Art. 11. Le commissaire général organise l'envoi à l'étranger de fonctionnaires du Commissariat général, de fonctionnaires de l'administration ou de tiers après que le Ministre compétent a donné son accord.

Art. 12. Pour les missions d'une durée maximum de trois jours dans les pays de la C.E.E., le commissaire général autorise les missions des fonctionnaires du Commissariat général et en approuve les états de frais dans le cadre de la réglementation en vigueur. L'accord du Ministre compétent est cependant requis pour la participation aux commissions mixtes ainsi qu'aux réunions des instances internationales.

IV. Exécution des accords culturels.

Art. 13. Le Commissaire général est compétent pour la réalisation des activités prévues par les programmes des commissions mixtes, à concurrence des montants du chapitre I, articles 1 et 2.

Dans le cadre de cette application, pour ce qui est de l'envoi de personnes ou de groupes, l'accord du Ministre qui a les relations extérieures dans ses attributions est requis, sauf si les personnes ou les groupes sont explicitement prévus dans le programme.

V. Personnel du Commissariat général aux Relations internationales.

Art. 14. Délégation de compétence est accordée au Commissaire général pour recevoir la prestation de serment des agents des niveaux 2, 3 et 4.

Art. 15. En conformité avec l'arrêté de l'Exécutif du 3 décembre 1982 fixant le statut administratif et pécuniaire du Commissariat général aux Relations internationales, délégation de compétence est accordée au commissaire général pour :

1) prendre les décisions portant admission au stage et admission d'agents du Commissariat des agents des niveaux 3 et 4;

2) prendre les décisions portant nomination des agents et du personnel ouvrier temporaires des niveaux 3 et 4;

3) signer les contrats d'engagement du personnel auxiliaire;

4) prendre les décisions portant acceptation de la démission volontaire ou mise à la retraite normale des agents définitifs ou temporaires des niveaux 3 et 4;

5) établir la proposition requise pour le changement de grade ou la promotion par avancement de grade ou par accession au niveau supérieur dans le cas où le conseil de direction n'interviendrait pas dans la procédure de nomination;

6) suspendre un agent de ses fonctions dans l'intérêt du service;

7) prendre des décisions en matière d'affectation de service, de mutation des agents des niveaux 3 et 4;

8) fixer la résidence administrative des agents des niveaux 3 et 4;

9) rappeler en service un agent qui est absent pour cause de maladie ou d'infirmité et que le service de santé administratif a jugé apte à reprendre ses fonctions par prestations d'un demi-jour;

10) constater la disponibilité de plein droit pour maladie ou infirmité des agents des niveaux 1, 2, 3 et 4 et fixer le traitement d'attente à octroyer à l'agent en disponibilité pour maladie ou infirmité;

11) 1^o accorder les congés annuels de vacances et les congés exceptionnels;

2° accorder des congés pour les agents des niveaux 3 et 4 dans les cas suivants :

a) les congés sans solde :

- pour allaitement;
- pour motifs impérieux d'ordre familial;
- pour accomplir un stage ou une période d'essai dans un autre emploi d'un service public, de l'enseignement subventionné, d'un centre psycho-médico-social subventionné, d'un office d'orientation professionnelle subventionné ou d'un institut médico-pédagogique subventionné, de l'enseignement universitaire;

b) les congés rémunérés :

- pour suivre les cours de l'école de protection civile, soit en qualité d'engagé volontaire à ce corps, soit en qualité d'élève n'appartenant pas à ce corps;
- pour remplir en temps de paix des prestations au corps de protection civile, en qualité d'engagé volontaire à ce corps;
- pour l'adoption d'un enfant de moins de 10 ans;

c) les congés pour prestations réduites en cas de maladie ou d'infirmité;

d) les congés pour prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales;

12) placer à leur demande des agents des niveaux 3 et 4 en disponibilité pour convenance personnelle;

13) autoriser les agents des niveaux 3 et 4 à s'absenter pour une longue durée justifiée par des raisons familiales;

14) fixer soit la non-activité, soit la suspension de service des agents des niveaux 3 et 4 qui sont appelés à accomplir, en temps de paix, certaines prestations militaires ou qui sont affectés à la protection civile à des tâches d'utilité publique en application de la loi du 3 juin 1964 portant statut des objecteurs de conscience.

Art. 16. Avec l'accord du Ministre qui a les relations extérieures dans ses attributions, le commissaire général peut subdéléguer les pouvoirs qui lui sont accordés à l'article précédent.

Art. 17. En cas d'absence ou d'empêchement du Commissaire général, un fonctionnaire de rang 15 le remplace.

Art. 18. Le commissaire général est compétent pour opérer la répartition des tâches à l'intérieur du Commissariat général.

Art. 19. Sont abrogés l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 21 février 1983 portant délégations de compétences aux fonctionnaires généraux du Commissariat général aux Relations internationales et l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 8 mars 1983 portant délégations de compétences concernant le personnel du Commissariat général aux Relations internationales.

Bruxelles, le 5 février 1985.

Pour l'Exécutif de la Communauté française,
Le Ministre-Président,

Ph. MOUREAUX

VERTALING

N. 85 — 358

5 FEBRUARI 1985. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap houdende delegatie van bevoegdheden aan de ambtenaren-generaal van het Commissariaat-Generaal voor de Internationale Betrekkingen

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 4, 5, 13 en 87;

Gelet op de wet van 14 juli 1976 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op het decreet van 1 juli 1982 tot oprichting van een Commissariaat-Generaal voor de Internationale Betrekkingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 april 1977 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 26 januari 1982 houdende regeling van haar werking;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 december 1982 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van het Commissariaat-Generaal voor Internationale Betrekkingen,

Besluiten :

I. Opdrachten.

Artikel 1. Binnen de grenzen van de beschikbare kredieten, onverminderd de beperkingen opgelegd door de wet van 14 juli 1976 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, inzonderheid in de artikelen 5 en 6, en door het koninklijk besluit van 22 april 1977 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, worden gemachtigd om het bestek of de bescheiden die ze vervangen vast te stellen, de wijze te kiezen waarop de opdrachten worden gegund, de procedure in te zetten en de opdracht te gunnen voor de aanneming van werken, leveringen en diensten voor opdrachten beneden de :

— 800 000 frank voor de opdrachten die gegund worden volgens de procedure van openbare aanbesteding of algemene offerteaanvraag;

— 400 000 frank voor de opdrachten die gegund worden volgens de procedure van beperkte aanbesteding of beperkte offerteaanvraag;

— 200 000 frank voor de onderhands te gunnen opdrachten ;
de ambtenaren die titularis zijn van een graad van rang 15 in geval de commissaris-generaal verhinderd is.

Art. 2. De bepalingen van artikel 1 zijn van toepassing op de commissaris-generaal. De bedragen 800 000 frank, 400 000 frank en 200 000 frank worden evenwel respectievelijk op 2 000 000 frank, 1 000 000 frank en 500 000 frank gebracht.

Art. 3. Voornoemde bevoegdheden zijn slechts geldig voor zover het voorwerp van de uitgave goedgekeurd werd door de Executieve of door haar terzake bevoegd lid, hetzij door goedkeuring van een programma waarin dit voorwerp begrepen is, hetzij door een bijzondere beslissing betreffende dit voorwerp, inzonderheid als het programma nog niet is goedgekeurd, of voor zover de uitgave nominatief op de begroting is ingeschreven. Eenmaal de begroting van het Commissariaat-Generaal aanvaard, is deze goedkeuring niet vereist wanneer de raming van de uitgaven 200 000 frank niet overschrijdt en het een uitgave betreft voor de gewone behoeften van de diensten (lopende uitgaven voor werking, consumptie en uitrusting).

Dit bedrag wordt op 500 000 frank gebracht voor de commissaris-generaal.

Art. 4. Zijn niet onderworpen aan dit besluit, de opdrachten inzake informatica die betrekking hebben op materieel, programmatuur en diensten

Art. 5. Binnen de grenzen bepaald in artikelen 1 en 3, mogen de bevoegde ambtenaren in het bestek of de bescheiden die ze vervangen, afwijken van de algemene aannemingsvoorwaarden en het toestaan van voorschotten voorzien, onverminderd de financiering van het Commissariaat-Generaal voor Internationale Betrekkingen.

Art. 6. De bevoegdheid tot goedkeuring van de uitvoering der opdrachten wordt toegekend aan de bevoegde instantie die de opdracht heeft gegund.

Art. 7. Na de gunning van de aangenomen opdrachten binnen de perken bepaald in artikel 2, kan de commissaris-generaal:

1) afwijken van de bepalingen en van de essentiële voorwaarden die de algemene aannemingsvoorwaarden uitmaken, op voorwaarde dat hij de redenen ervan aangeeft. Deze afwijking mag evenwel 10 pct. van het oorspronkelijke bedrag van de opdracht niet overschrijden;

2) boetes opleggen tot een bedrag dat 10 pct. van het oorspronkelijke bedrag van de opdracht niet mag overschrijden.

Art. 8. Bij de financiële beperkingen van de in dit besluit bepaalde bevoegdheden, is de belasting op de toegevoegde waarde niet inbegrepen.

II. Subsidies.

Art. 9. Wat betreft de reglementaire subsidies waarvoor de toekenningscriteria bij decreet of bij besluit zijn, zijn de hiernavermelde ambtenaren gemachtigd subsidies toe te kennen, rekening houdend met alle van kracht zijnde reglementeringen: tot 250 000 frank, de commissaris-generaal, of in geval de commissaris-generaal meer dan 15 opeenvolgende dagen afwezig is, een ambtenaar van rang 15.

III. Tussenkost in de kosten van de zendingen en activiteiten.

Art. 10. Onverminderd de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 tot regeling van de administratieve en begrotingscontrole, zoals dit gewijzigd werd, is de commissaris-generaal of, wanneer zijn afwezigheid langer dan 15 opeenvolgende dagen duurt, een ambtenaar van rang 15, gemachtigd facultatieve subsidies lager dan 50 000 frank toe te kennen voor activiteiten in België.

Art. 11. De commissaris-generaal organiseert de zending van ambtenaren van het Commissariaat-Generaal, van ambtenaren van de administratie of van derden naar het buitenland, nadat de bevoegde Minister zijn akkoord gegeven heeft.

Art. 12. Voor zendingen van ten hoogste 3 dagen in de landen van de E.E.G., verleent de commissaris-generaal de toestemming voor zendingen van ambtenaren van het Commissariaat-Generaal en keurt de onkostenstaat ervan goed in het kader van de van kracht zijnde reglementering. Het akkoord van de bevoegde Minister is niettemin vereist voor de deelneming aan gemengde commissies alsook aan de vergaderingen van internationale instanties.

IV. Uitvoering van de culturele akkoorden.

Art. 13. De commissaris-generaal is bevoegd voor de verwezenlijking van activiteiten voorzien in de programma's van de gemengde commissies, ten belope van de bedragen vermeld in Hoofdstuk I, artikelen 1 en 2.

In het kader van deze uitvoering, is wat betreft de zending van personen en groepen het akkoord van de Minister tot wiens bevoegdheid de buitenlandse betrekkingen behoren, vereist, behalve wanneer de personen of groepen uitdrukkelijk vermeld worden in het programma.

V. Personeel van het Commissariaat-Generaal voor de Internationale Betrekkingen.

Art. 14. Volmacht van bevoegdheid wordt aan de commissaris-generaal toegekend voor het afnemen van de eedaflegging van de beambten van de niveaus 2, 3 en 4.

Art. 15. Volgens het besluit van de Executieve van 3 december 1982 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van het Commissariaat-Generaal voor Internationale Betrekkingen wordt aan de commissaris-generaal volmacht van bevoegdheid toegekend voor:

1) het nemen van beslissingen houdende de toelating op proeftijd en de toelating in de hoedanigheid van beambten van het Commissariaat van de beambten van de niveaus 3 en 4;

2) het nemen van beslissingen houdende de benoemingen van de beambten en van het tijdelijk arbeiderspersoneel van de niveaus 3 en 4;

3) het tekenen van vastleggingscontracten van het hulppersoneel;

4) het nemen van beslissingen houdende de aanvaarding van het vrijwillige ontslag of het op normaal pensioen stellen van benoemde of tijdelijke beambten van de niveaus 3 en 4;

5) het opstellen van het vereiste voorstel voor de graadswijziging of de bevordering door graadverhoging of door toetreding in een hoger niveau voor de gevallen waarbij de bestuursraad niet handelend optreedt in de benoemingsprocedure;

6) het schorsen van een beambte in zijn functie in het belang van de dienst;

7) het nemen van beslissing inzake de dienstbestemming, de overplaatsing van beambten van de niveaus 3 en 4;

8) het vaststellen van het administratief verblijf van de beambten van de niveaus 3 en 4;

9) het weder in dienst oproepen van een beambte die afwezig is om gezondheidsredenen of infirmititeit en die de administratieve gezondheidsdienst geschikt heeft geacht om weder in functie te treden bij prestaties van een halve dag;

10) het vaststellen van de beschikbaarheid van rechtswege voor ziekte of infirmititeit van de beambten van de niveaus 1, 2, 3 en 4 en het vaststellen van het wachtgeld toe te kennen aan een beambte in beschikbaarheid voor ziekte of infirmititeit;

11) 1^o het toekennen van de jaarlijkse en de uitzonderlijke verloven;

2^o het toekennen van verloven aan de beambten van de niveaus 3 en 4 voor de volgende gevallen:

a) de verloven zonder wedde:

— voor het moederschap;

— voor belangrijke familiale redenen;

— voor het uitoefenen van een stage of een proefperiode in een andere betrekking van een openbare dienst, van het gesubsidieerd onderwijs, van het gesubsidieerd psycho, medisch, sociaal centrum, van een gesubsidieerde dienst voor beroepsoriëntering of een gesubsidieerd medisch-pedagogisch instituut van het universitair onderwijs;

b) de bezoldigde verloven:

— om cursussen te volgen in de school voor civiele bescherming, hetzij in de hoedanigheid van vrijwilliger in dit korps, hetzij in de hoedanigheid van leerling die niet tot dit korps behoort;

— om in vreedstijd prestaties uit te oefenen in het korps van de civiele bescherming, in de hoedanigheid van vrijwilliger in dit korps;

— voor de aanneming van een kind beneden de 10 jaar;

c) de verloven voor verminderde prestaties in geval van ziekte of van infirmititeit;

d) de verloven voor verminderde prestaties verantwoord door sociale of door familiale omstandigheden;

12) het in beschikbaarheid plaatsen, op eigen aanvraag, van beambten van de niveaus 3 en 4 wegens persoonlijke aangelegenheden;

13) het verlenen van toelating aan de beambten van de niveaus 3 en 4 om afwezig te zijn gedurende een lange periode uit hoofde van familiale omstandigheden;

14) het vaststellen van de inactiviteit, hetzij de dienststopting van beambten van de niveaus 3 en 4 die zijn opgeroepen om bij vreedstijd zekere militaire prestaties te vervullen of die tot de civiele bescherming behoren of die taken van openbaar nut uitvoeren bij toepassing van de wet van 3 juni 1964 houdende het statuut van de gewetensbezwaarden.

Art. 16. Mits het akkoord van de Minister tot wiens bevoegdheid de internationale betrekkingen behoren mag de commissaris-generaal zijn bevoegdheid die hem is toegekend bij het vorige artikel overdragen.

Art. 17. In geval van afwezigheid of van belet vanwege de commissaris-generaal wordt hij door een ambtenaar van rang 15 vervangen.

Art. 18. De commissaris-generaal heeft de bevoegdheid om de taken binnen het Commissariaat-Generaal te verdelen.

Art. 19. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 21 februari 1983 houdende delegatie van bevoegdheden aan de ambtenaren-generaal van het Commissariaat-Generaal voor de Internationale Betrekkingen en het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 8 maart 1983 houdende de volmachten van de bevoegdheden betreffende het personeel van het Commissariaat-Generaal voor Internationale Betrekkingen worden opgeheven.

Brussel, 5 februari 1985.

Voor de Executieve van de Franse Gemeenschap,
De Minister-Voorzitter,

Ph. MOUREAUX